



# La sous-alimentation dans le monde: les répercussions du choc des prix de 2006-2008

## Les crises ont frappé les pauvres et les plus faibles

### Message clé

Les petits pays dépendants des importations, notamment en Afrique, ont été frappés de plein fouet par les crises alimentaire et économique. Quelques grands pays sont parvenus à se mettre à l'abri des crises grâce à des politiques restreignant la liberté du commerce et à des mécanismes de protection sociale performants, mais le protectionnisme commercial a favorisé l'augmentation des prix et de la volatilité sur les marchés internationaux.

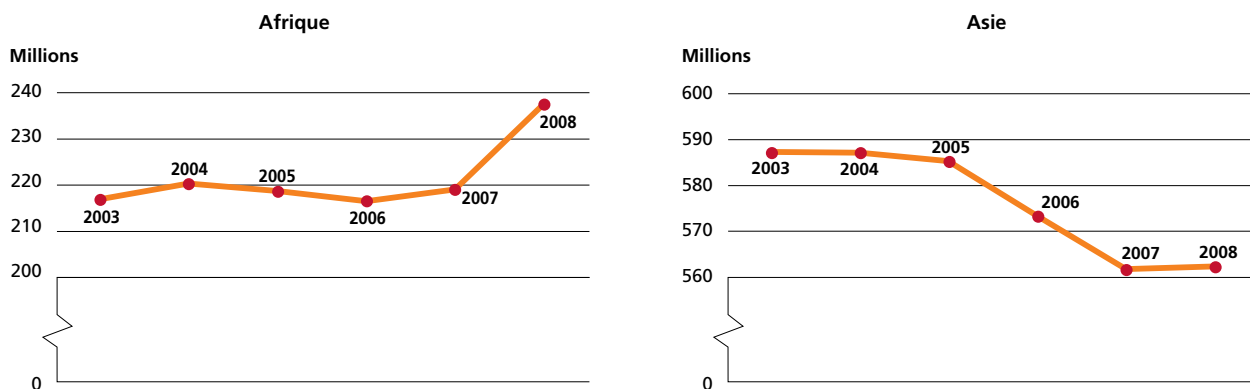
**S**elon les estimations, les répercussions de la flambée des prix de 2006-2008 sur le nombre de personnes sous-alimentées ont considérablement varié selon les régions et les pays<sup>1</sup>. Les différentes positions commerciales nettes (par exemple, pays exportateur ou pays importateur) et les diverses mesures prises face aux chocs des prix et des

revenus ont déterminé les résultats. Les pays les plus exposés aux variations de prix sur les marchés internationaux ont été généralement les pays pauvres et importateurs de produits alimentaires: ils étaient dépourvus de réserves suffisantes, leurs moyens budgétaires ne leur permettaient pas d'acheter des denrées alimentaires au prix fort et ils n'avaient pas non plus l'option de limiter leurs exportations. Ils ont été frappés de plein fouet par la crise et ont vu les prix des denrées alimentaires de base s'envoler sur leurs marchés intérieurs. La plupart de ces pays étaient situés en Afrique et la figure 1 illustre les évolutions divergentes de la sous-alimentation en Afrique et en Asie. Entre 2007 et 2008, le nombre de personnes sous-alimentées est resté quasiment constant en Asie (une augmentation de 0,1 pour cent), alors qu'il a augmenté de 8 pour cent en Afrique.

Les politiques commerciales ont fortement influencé les résultats – beaucoup de pays ont imposé des restrictions à l'exportation ou réduit les barrières à l'importation. Outre les politiques commerciales, l'utilisation des réserves publiques et

FIGURE 1

La sous-alimentation dans le monde: deux tendances divergentes après les crises



Source: FAO.

le versement de subventions à la consommation ont fait partie des mesures les plus communément adoptées par les pays soucieux de maîtriser la hausse des prix des denrées alimentaires<sup>2</sup>.

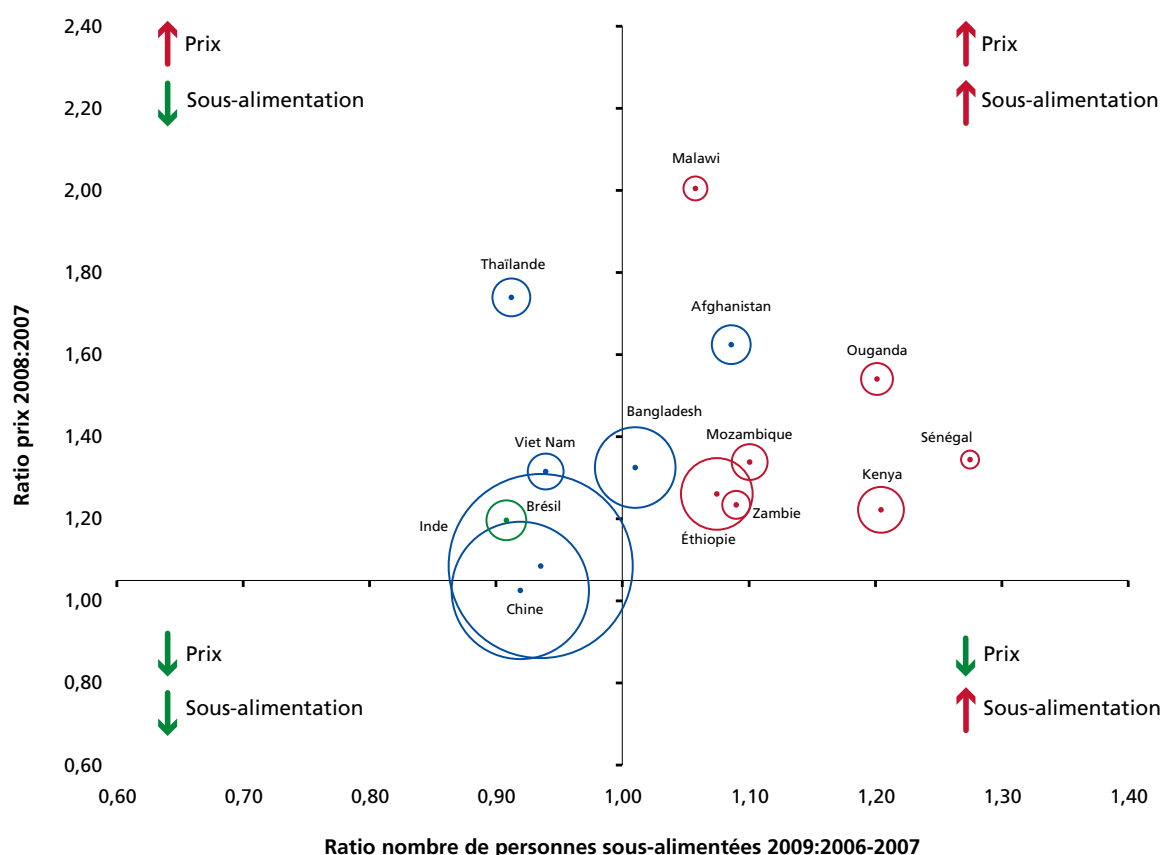
D'une manière générale, les pays se sont répartis en trois grands groupes, selon leur capacité à limiter le choc des prix ou à en atténuer les effets. Ces groupes apparaissent dans la figure 2, qui illustre les expériences des pays dans deux dimensions: le taux de variation des prix réels des denrées alimentaires sur les marchés intérieurs de 2007 à 2008 et le taux de variation du nombre de personnes sous-alimentées de 2006-2007 à 2009. Le premier groupe a été caractérisé par une augmentation relativement modeste des prix sur les marchés intérieurs de 2007 à 2008, conjuguée à un recul de la sous-alimentation. Ces pays sont situés en bas et à gauche de la figure. Le deuxième groupe, situé en haut et à gauche de la figure, a été confronté à une augmentation relativement importante des prix sur les marchés intérieurs mais est parvenu

à faire reculer la sous-alimentation. Enfin, le troisième groupe a aussi enregistré une hausse relativement importante des prix sur les marchés intérieurs mais a vu la sous-alimentation progresser. Ces pays sont situés en haut et à droite de la figure.

**Le premier groupe de pays a recouru simultanément aux restrictions commerciales, aux mécanismes de protection sociale et à l'utilisation de réserves.** De cette manière, ils ont mis leurs marchés des produits alimentaires à l'abri des turbulences internationales, mais l'efficacité des politiques de ce type suppose de disposer des ressources nécessaires pour les mettre en œuvre. Les mécanismes de protection sociale généralisés (tels que ceux du Brésil) entraînent des dépenses qu'un grand nombre de pays n'ont pas les moyens d'assumer, en particulier pendant une crise. Les restrictions à l'exportation se traduisent par une perte de recettes publiques et privent en partie les agriculteurs de la possibilité de profiter de la hausse

FIGURE 2

Comparaison de la capacité de rebond des pays confrontés à la crise des prix alimentaires



Notes: La taille des cercles est proportionnelle au nombre de personnes sous-alimentées en 2008. Les pays africains sont représentés en rouge, les pays asiatiques en bleu et les pays latino-américains en vert. Les prix utilisés sont les prix de détail, en valeur constante, des produits alimentaires de base sur les principaux marchés, pondérés en fonction de la taille de la population de chaque marché et de la part de l'apport énergétique de chaque denrée dans le régime alimentaire. Source des données brutes: FAO.

des prix en accroissant leur production. En outre, les réserves alimentaires sont coûteuses à entretenir, ce qui signifie que les pays pauvres pourraient ne pas disposer de stocks avant la crise pour compenser d'éventuelles baisses de la production nationale. Le premier groupe de pays, y compris la Chine et l'Inde, figure en bas et à gauche de la figure 2. Malheureusement, les restrictions à l'exportation ont attisé la flambée des prix sur les marchés internationaux et aggravé les pénuries alimentaires dans les pays dépendants des importations.

**Le deuxième groupe a tiré profit de la hausse des prix, étant donné que la majorité des pauvres de ces pays sont des vendeurs nets de produits alimentaires.**

Globalement, leurs revenus ont augmenté parallèlement à la hausse des prix même si une partie des bénéfices a été partiellement annulée par l'augmentation des prix des intrants, tels que les engrais, les semences ou les carburants. Ces pays sont souvent des exportateurs nets de produits alimentaires, caractérisés par une distribution relativement équitable des terres (ce qui signifie qu'ils comptent un plus grand nombre d'exploitants ayant des surplus à vendre). Ce groupe de pays, y compris la Thaïlande et le Viet Nam, se situe principalement en haut et à gauche de la figure 2.

**Le troisième groupe comprend les pays habituellement dépendants des importations de produits alimentaires.**

Ces pays étaient directement confrontés à la hausse des cours internationaux des produits alimentaires, ils étaient généralement dépourvus de réserves suffisantes et ils ne disposaient pas des ressources budgétaires nécessaires pour protéger convenablement la sécurité alimentaire des pauvres. Ces pays ont été frappés de plein fouet par la crise (voir les pays situés vers le haut et à droite de la figure 2). Beaucoup d'entre eux ont importé beaucoup moins que leurs besoins aux conditions du marché, faute de disposer de devises étrangères en suffisance, et ils ont été obligés de solliciter une assistance et une aide alimentaire extérieures. Le gouvernement du Burkina Faso, par exemple, a subventionné des ventes de céréales mais a dû faire appel au PAM pour aider 600 000 personnes (par le biais de l'alimentation scolaire et des centres de santé maternelle et infantile) en 2008. Le gouvernement éthiopien a puisé 190 000 tonnes de blé environ dans ses réserves de céréales pour les vendre à quelque 800 000 citoyens pauvres et a importé 150 000 tonnes de blé en août/septembre 2008 pour répondre à la demande des zones urbaines, mais le PAM et des organisations non gouvernementales ont distribué quelque 200 000 tonnes de vivres au nombre croissant de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire.



## Réviser la méthodologie utilisée par la FAO pour mesurer la faim

Pendant sa réunion de 2010, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a demandé à la FAO de réviser sa méthodologie d'estimation de la sous-alimentation afin de fournir des mises à jour qui soient davantage d'actualité et d'incorporer toutes les informations pertinentes, y compris l'analyse des nombreuses enquêtes sur les ménages devenues disponibles ces dernières années. Par conséquent, l'année en cours est une année de transition, consacrée à la révision de la méthodologie de la FAO. C'est pourquoi aucune estimation actualisée du nombre de personnes sous-alimentées en 2009 et 2010 ne figure dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* de cette année, et aucune estimation n'a été faite pour 2011.

Pour améliorer sa méthodologie, la FAO procédera à plusieurs ajustements, concernant par exemple la façon d'estimer comment la variation de l'accès aux produits alimentaires résultant des fluctuations des revenus et des prix des aliments influence la sous-alimentation. Des travaux

sont également en cours pour améliorer l'élaboration des bilans alimentaires. De nombreuses enquêtes sur les dépenses des ménages font actuellement l'objet d'un traitement pour fournir des estimations améliorées de la distribution de la consommation alimentaire à l'intérieur d'un pays. Les mesures de la sous-alimentation effectuées par la FAO seront en outre complétées par plusieurs autres indicateurs visant à mieux refléter les multiples facettes de l'insécurité alimentaire.

Le processus de révision de la méthodologie de la FAO prévoit la consultation d'experts du monde entier. L'Académie nationale des sciences des États-Unis a organisé un atelier en février 2011 à Washington, DC, qui a formulé de nombreuses propositions, à l'instar de la table ronde parrainée par le CSA, qui s'est tenue à Rome en septembre 2011. De plus, un symposium scientifique international sera organisé en janvier 2012 à Rome. La FAO estime que ce type de consultation joue un rôle essentiel dans l'amélioration de la méthodologie utilisée pour mesurer la faim.